

Plus de sécurité pour la prévoyance funéraire

Le Grand Conseil fribourgeois a accepté la motion «Prévoyance funéraire - Fribourg doit combler une lacune législative» lors de la session de septembre 2022. La motion du député Savio Michellod (Granges Veveyse) déposée avec son collègue Sébastien Dorthe (Matran), a pour but de combler une lacune législative. Ils demandaient que la question du remboursement soit assurée par le biais d'un fonds de garantie indépendant des entreprises - pompes funèbres ou autres acteurs – qui concluent des contrats de prévoyance funéraire. En cas de faillite de telles entreprises, la législation fribourgeoise ne prévoit rien en la matière et la restitution des fonds peut s'avérer complexe.

Lors des débats, le Conseil d'Etat a effectivement proposé d'ancrer cette modification dans la loi sur l'exercice du commerce et va élaborer une proposition de loi, respectivement de règlement, qu'il soumettra à une commission parlementaire, et c'est en définitive le Grand Conseil qui tranchera. «Nous espérons que ce sera pour cette année encore», a confié le député Savio Michellod à *Horizon*. Le canton du Jura a déjà réglé cette question dans la Loi concernant les entreprises de pompes funèbres et le canton de Vaud a introduit une disposition dans le Règlement sur les décès, les sépultures et les pompes funèbres.

Eviter des doutes aux survivants

La prévoyance funéraire permet à tout un chacun d'organiser ses obsèques en fonction de sa propre personnalité. Elle évite également des doutes aux survivants. Un nombre toujours plus important de personnes, en effet, recourt à la prévoyance funéraire. Un tel contrat permet de préparer sereinement les funérailles et d'éviter tout souci administratif et surtout financier à la famille, lors d'un décès. En effet, en concluant un contrat de prévoyance funéraire, le souscripteur finance par avance les frais liés à son décès. Cela concerne différentes prestations, de la mise en bière à la cérémonie funèbre, ou encore la collation qui suit la cérémonie. De tels contrats représentent des sommes conséquentes, de plusieurs milliers de francs (entre 2'000 et 5'000 francs pour une inhumation habituelle). Les entreprises de pompes funèbres, ainsi que d'autres acteurs, concluent régulièrement des contrats de prévoyance funéraire. Ces entreprises ont ainsi sous gestion, selon leur taille, des centaines de milliers de francs.

Afin d'éviter tout préjudice financier au souscripteur d'un tel contrat, les motionnaires ont invité le canton de Fribourg à prévoir une disposition obligeant les entreprises de pompes funèbres qui proposent la conclusion de contrats de prévoyance funéraire à garantir la fourniture des prestations convenues en cas de cessation d'activité, ou, à défaut, le remboursement intégral des montants qui leur ont été versés à l'avance pour ces prestations. Pour s'assurer que les fonds en question soient en tout temps disponibles, les entreprises actives dans le domaine de la prévoyance funéraire devront pouvoir justifier d'un fonds de garantie économiquement et juridiquement indépendant de leur propre entreprise.

Jacques Berset